

 <p>PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p>Secrétariat général</p> <p>de la zone de défense et de sécurité Sud</p> <p>Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud</p>
--	---

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert :

Accord-cadre composite à bons de commande mono-attributaire
pour la maintenance du système de vidéo surveillance du Centre
de Rétention Administrative de Nîmes (30)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Référence publique : **SGAMI13-AOO-2024-10-62**

Sommaire

1	Objet du marché –Dispositions générales.....	3
1.1	Objet de l'accord cadre	3
1.2	Durée de l'accord cadre et délai d'exécution - Reconduction.....	3
1.3	Engagement sur un montant maximum annuel	3
1.4	Condition d'affermissement des tranches	3
1.5	Redressement ou liquidation judiciaire	4
1.6	Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre...	4
2	Pièces contractuelles.....	4
3	Conditions générales d'exécution.....	5
3.1	Clause sociale	5
3.5	Protection de l'environnement.....	10
4	Conditions particulières d'exécution	10
4.1	Bons de commande	10
4.2	Accès au site et mesures de sécurité	11
4.3	Garantie	11
4.4	Langue	11
5	Constatation de l'exécution des prestations.....	11
5.1	Vérifications	11
5.2	Décision après vérification.....	12
6	Prix	12
6.1	Caractéristiques des prix pratiqués	12
6.2	Modalités de révision des prix.....	12
6.3	Index de révision des prix.....	13
6.4	Clause butoir	13
6.5	Clause de sauvegarde	13
7	Clause de financement et de sureté.....	13
7.1	Retenue de garantie	13
7.2	Avance.....	13
8	Modalités de règlement des comptes.....	14
8.1	Présentation des demandes de paiement	14
8.2	Modalité de paiement	15
8.3	Modification des coordonnées.....	15
9	Pénalités	16
9.1	Modalités d'application des pénalités	16
9.2	Pénalités.....	16
10	Clause de réexamen	17
11	Résiliation	17
12	Droit et langue.....	17
13	Dérogation au CCAG FCS	18

1 Objet du marché –Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent les prestations de maintenance pour les installations de vidéo surveillance contribuant à la protection du Centre de Rétention Administrative de Nîmes.

Le présent accord-cadre n'est pas alloti, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes en application de l'article L2113-10 du code de la commande publique.

Code CPV	Libellé
35125000	Système de surveillance
50700000	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
50324200	Services de maintenance préventive

Cet accord cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, lesquels seront exécutés au fur et à mesure de l'émission des bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2. Durée de l'accord cadre et délai d'exécution - Reconduction

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de quatre (4) ans.

L'accord cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de quatre (4) ans : du 1er juin 2025 au 31 mai 2029.

Pour les prestations curatives exécutées par bon de commande, les délais sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

1.3 Engagement sur un montant maximum annuel

Pour la partie à bons de commande, le présent accord cadre comprend un engagement sur un montant maximum annuel HT de commandes en application du 2° de l'article R.2162-4 du code de la commande publique à savoir : 50 000 € HT.

1.4 Condition d'affermissement des tranches

Sans objet.

1.5 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

1.6 Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution de l'accord cadre, la déclaration de sous-traitance devra être adressée à l'adresse ci-dessous :

Par courrier en original au :
**Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud Direction de
l'administration générale et des finances**
Bureau de la commande publique et des achats
299, chemin de Sainte-Marthe – CS 90495
13311 Marseille Cedex 14

par courriel à :
sgamisud-dagf-bcpa@interieur.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées à R2193-3 et suivant du CPP.

Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement de chaque lot et ses annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;

- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché ;
- L'offre technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- La décomposition financière de l'offre (DPGF) et le BPU.

3 Conditions générales d'exécution

3.1 Clause sociale

En application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique et conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAG-FCS, cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution dont le détail est indiqué ci-dessous :

Insertion par l'activité économique :

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'exécution d'insertion par l'activité économique.

Les publics visés :

La candidature sera validée par l'agrément d'un prescripteur (Pôle Emploi, Mission Locale, CIDFF, Conseil général pour les bénéficiaires du RSA, CAP Emploi pour les travailleurs handicapés) ou dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion par le facilitateur mentionné ci-après.

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAG-FCS, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
 - d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

f) personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;

- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;

h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Engagement du titulaire :

Entre 20 000 € HT et 99 999 € HT de prestations facturées : 35 heures d'insertion

Entre 100 000 € HT et 199 999 € HT de prestations facturées : 70 heures d'insertion

Au-delà de 200 000 € HT de prestations facturées : 100 heures d'insertion

Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution des prestations objet du marché, à une action d'insertion réalisée selon les modalités décrites ci-après :

1^{ère} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion

2^{ème} modalité : la mise à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou d'une entreprise de travail temporaire mettant à disposition des salariés relevant de l'insertion par l'activité économique (selon les possibilités offertes par l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.12517 du code du travail).
- D'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
- D'une association intermédiaire.

3^{ème} modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché de personnes relevant de l'insertion par l'activité économique.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion :

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion un dispositif d'accompagnement peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur de la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole :

Contact : M. Nicolas Thomazic

Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole - Direction de l'Habitat et de la Politique de la Ville – 3, rue du Colisée 30900 Nîmes Cedex.

Courriel : nicolas.thomazic@nimes-metropole.fr

Tel : 04.34.03.57.03 / 07.64.88.74.97

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement auprès du facilitateur.

Le contrôle de l'action d'insertion :

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé. A cet effet, il produit lors des réunions de chantier, tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation, ...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations et conformément à l'article 20.1.4.3 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut, durant toute la période d'exécution du marché, organiser avec le titulaire et, le cas échéant le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion.

Le refus de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application des pénalités prévues au présent C.C.A.P.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Comme le prévoit l'article 16.1.3 du CCAG-FCS, si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du maître d'ouvrage la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique :

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion, imputable à l'entreprise attributaire du marché, sera appliquée sans mise en demeure préalable, une pénalité de 35 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera fait application sans mise en demeure préalable d'une pénalité égale à 80 € HT par jour de retard.

3.2 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent accord-cadre. A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent accord-cadre,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter l'accord-cadre,

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre,
- A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant par le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

3.3 Obligations générales des parties

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre le concernant ou concernant l'un de ses sous-traitants et qui se rapportent, de façon générale, à toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

3.4 Protection de la main d'œuvre et condition de travail

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes. Le titulaire est garant de son personnel et s'engage à fournir les moyens humains et logistiques nécessaires à la livraison des fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre. Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires d'ordre, de sécurité et d'hygiène propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel que des tiers. Il est tenu de respecter les lois, règlements et traités internationaux en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail.

Le titulaire doit se conformer à la législation sociale en vigueur, notamment en matière de détachement transnational de salariés. Il devra tenir à la disposition de l'acheteur l'ensemble des déclarations et justificatifs correspondants.

En cas de travail dissimulé, sur simple constatation écrite d'un agent de contrôle ou d'un agent de l'acheteur, le titulaire est tenu de faire cesser sans délai cette situation et d'informer l'acheteur des suites données. Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation, dans un délai de deux mois à compter de la date

de la constatation, l'acheteur procède à la résiliation du contrat pour faute du titulaire, sans indemnités et à ses frais et risques, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants des obligations susmentionnées et est directement responsable du respect, par ses sous-traitants, des lois et règlements en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Tous les agents du titulaire en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise et présenter une tenue correcte.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, le titulaire s'engage à remplacer la personne absente et assurer l'exécution des prestations courantes ou supplémentaires qui seront éventuellement demandées par l'acheteur.

3.5 Protection de l'environnement

Il sera fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

4 Conditions particulières d'exécution

4.1 Bons de commande

Certaines prestations seront exécutées par voie de bons de commande, lesquels sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre.

Ces bons de commande précisent les prestations dont l'exécution est demandée et le délai accordé conformément aux stipulations du marché.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande aura lieu lors de la survenance du besoin.

La personne habilitée à signer les bons de commande sera le représentant de l'acheteur.

Ce bon de commande sera transmis au titulaire **par mail** (avec confirmation de mail pour notification).

Le bon de commande portera les mentions suivantes :

- Les références du marché ;
- la nature de la prestation ;
- le lieu de la prestation
- le montant du bon de commande (HT /TTC / TVA applicable)

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au service bénéficiaire.

En cas de non-respect de ces conditions, l'acheteur se réserve le droit de refuser la livraison.

4.2 Accès au site et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.FS.

Au cours des prestations dans l'enceinte des sites, le personnel titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par l'établissement. Le cas échéant, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants pour l'obtention d'habilitations nécessaires à l'accès au site.

Les accès des sites étant réglementés, les agents du titulaire doivent être munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils remettent en cas de réquisition de personnel en faction. La pièce d'identité est conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte des locaux de l'unité.

4.3 Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie d'une (1) année, sans supplément de prix, dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS. Le titulaire est libre d'étendre ce délai.

4.4 Langue

Toutes les notices, conditions d'utilisations...du matériel ou produit livré doivent être écrites en Français.

5 Constatation de l'exécution des prestations

5.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours **(NB : Si différent, dérogation au CCAG)** à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG FS.

5.2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le représentant du Pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FS.

Il est rappelé que :

- l'«ajournement» est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections à opérer par le titulaire;
- la «réfaction» est la décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état;
- le «rejet» est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction;

Les décisions après vérification n'excluent pas l'application des pénalités prévues en article 15 du présent CCAP.

6 Prix

6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par application :

- de prix forfaitaire(s) pour la partie « prestations préventives » ;
- de prix unitaires pour la partie « prestations curatives » .

6.2 Modalités de révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes la 1ère année de l'accord cadre.

Les prix seront révisés annuellement, à compter de la date de notification, sur la base du dernier indice définitif publié au plus tard le dernier jour du mois précédent cette date (« mois n »).

Le titulaire de l'accord-cadre présentera toujours ses factures sur la base des prix établis au bordereau valeur M0 « mois zéro » dont le total aura été le cas échéant revalorisé par application de la formule ci-dessous :

$$Pr = Po*(0,15+0,7*ICHT-IME/ICHT- IMEo + 0,15*FSD1/FSD1o)$$

Formule dans laquelle :

- PR = Prix révisé pour les prestations de l'année N
- P0 = Prix initial contractualisé par l'accord-cadre
- ICHT-IME = Valeur finale de l'indice du coût horaire du travail des industries Mécaniques et Électriques publié par l'INSEE
- ICHT-IMEo = Valeur initiale de l'indice ICHT-IME au mois de référence
- FSD1 = Valeur finale de l'indice des Frais et Services Divers catégorie 1 publié par le MONI-TEUR
- FSD1o = Valeur initiale de l'indice FSD1 au mois de référence.

La révision est applicable une fois par an à la date anniversaire de l'accord-cadre.

6.3 Index de révision des prix

L'index de la révision des prix : ICHT-IME / FSD1

ICHT-IME = Valeur finale de l'indice du coût honoraire du travail des Industries Mécaniques publiée par l'INSEE.

FSD1 = Valeur finale de l'indice des Frais et Services Divers catégorie 1 publié par le MONITEUR.

6.4 Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'application de la référence d'ajustement ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 10 % entre deux années civiles successives.

Le prix de règlement ne dépassera pas le taux de 10 %, sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances à apprécier, par le représentant du pouvoir adjudicateur, à la demande du Titulaire.

6.5 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en cas de révision des prix entraînant une hausse supérieure au taux de la clause butoir mentionnée à l'article 6.4. La résiliation prononcée en application de cet article n'ouvre aucun droit à indemnité.

7 Clause de financement et de sureté

7.1 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

7.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du CCP. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le taux de l'avance est fixé à **5 %**.

NB : le taux de l'avance est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#).

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité (titulaire ou son sous-traitant)

Modalités de résorption de l'avance :

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au code de la commande publique.

8 Modalités de règlement des comptes

8.1 Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du CCP.

Tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro.

Site dédié : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Pour la **partie « forfaitaire »**, des acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement des prestations, sur la base de factures établies par le titulaire et précisant l'état d'avancement des prestations. Ces factures peuvent être établies mensuellement.

Pour la **partie « à bons de commande »**, le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées (ou par acompte si le délai d'exécution du bon dépasse 3 mois).

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

Contenu de la facture :

Outre les mentions légales, les factures devront préciser les mentions suivantes :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture.
- Eléments d'identification du titulaire (siret..)et ses coordonnées bancaires ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande avec le rappel intégral du libellé de la prestation qui lui est liée ; Les références exactes des lignes du BPU concernées par la facture ;
- Le prix hors taxes, la T.V.A applicable en vigueur et le prix T.T.C ;
- le libellé exact du marché concerné
- **le numéro de marché et le numéro d'engagement juridique (EJ) ;**
- **le code du service exécutant : MI5PLTF013 ;**
- les références exactes des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
- Le cachet de l'entreprise.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : **11000201100044**.

8.2 Modalité de paiement

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire après émission de l'ordre de payer par l'ordonnateur.

8.3 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

9 Pénalités

9.1 Modalités d'application des pénalités

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront retenues par le comptable public sur les montants à régler.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, en aucun cas les pénalités ne seront plafonnées ou exonérées.

9.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des obligations contractuelles découlant des dispositions du présent accord-cadre par le fait du titulaire, celui-ci encourt sans observations préalables de l'acheteur, l'application de pénalités dont le montant forfaitaire est détaillé ci-dessous.

Les pénalités s'entendent pour chaque manquement dûment constaté par le pouvoir adjudicateur. Elles sont cumulables entre elles. Le point de départ du calcul des pénalités de retard, court à compter du jour calendaire suivant celui où l'évènement justifiant l'application de cette pénalité, est survenu.

Items	MANQUEMENTS CONSTATES	Pénalité
Retard dans les délais d'intervention	Dépassement du délai d'intervention corrective sur demande, panne bloquante	50 € / 1ère heure 150 € / au delà de la 1ère heure
	Dépassement du délai d'intervention en astreinte sur panne bloquante	50 € / 1ère heure 150 € / au delà de la 1ère heure
Indisponibilité d'équipements	Indisponibilité d'un équipement > 24h	100 € / jour
	Indisponibilité d'un équipement suite à l'intervention de maintenance corrective non concluante	100 € / jour
Réunions et remise de documents	Absence ou retard aux réunions programmées (cf article 5 du CCTP)	100,00 €
	Pénalité pour non remise de documents relatifs au contrat (cf article 3 et 10 du CCTP)	100 € / semaine
	Pénalité pour non remise de documents relatifs à la sécurité	100 € / jour de retard

10 Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 7 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

1°) En cas de disparition de l'indice de révision des prix, la formule de révision des prix sera modifiée pour prendre en compte le nouvel indice de remplacement. Le titulaire de l'accord-cadre en informera par écrit le pouvoir adjudicateur en lui précisant la date à laquelle l'indice a été supprimé et la proposition d'un indice de remplacement

2°) En cas d'évolution des prestations liée à l'ajout ou la suppression de prestations du présent accord-cadre.

Un nouveau DPGF et BPU seront établis et se substitueront à la précédente.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

11 Résiliation

Les dispositions du CCAG – FCS s'appliquent.

12 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

13 Dérogation au CCAG FCS

CCAP	CCAG – FCS
Art.1.8 du CCAP relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Article 3.6.2
Art 9.1du CCAP relatif au modalité d'application des pénalités	Article 14.1.2 Article 14.1.3
Art. 9.2 du CCAP relatif au pénalité	Article 14.1.1
